

NEWSLETTER OCTOBRE 2025



Le droit à la Fraternité, l'exception française

Qui sait que notre pays est le seul état au Monde (sauf erreur de ma part) qui ait institué un droit à la fraternité ?

En droit positif, lorsqu'on cherche les états qui ont introduit la fraternité dans leurs codes, l'exemple le plus clair est la France : depuis la décision du Conseil constitutionnel du 6 juillet 2018 (« QPC Cédric Herrou »), la fraternité a valeur constitutionnelle et fonde une liberté d'aider autrui à des fins humanitaires, y compris un étranger en situation irrégulière, sous réserve de l'ordre public.

Ailleurs, la fraternité figure surtout comme valeur ou objectif (non directement justiciable) ; citons :

L'Inde : mentionnée dans le Préambule ("fraternity... assuring the dignity of the individual and the unity and integrity of the Nation") et comme devoir fondamental de promouvoir la fraternité (art. 51A), mais ce n'est pas un droit subjectif opposable.

l'Anticapitaliste

Relaxe de Cédric Herrou : une victoire judiciaire contre la criminalisation de la solidarité



Pour les organisations internationales, l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme invite à agir « dans un esprit de fraternité », ce qui a une portée programmatique plutôt que contraignante.

Donc on peut écrire

France = Fraternité

La fraternité y est reconnue comme principe constitutionnel effectif ; ailleurs = surtout une valeur ou un objectif plus qu'un droit opposable.

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

En France, la fraternité a une force juridique.

Elle implique la liberté d'aider autrui, dans un but humanitaire, quelle que soit sa situation juridique.

Concrètement, cela protège les actions de solidarité (hébergement, aide alimentaire, soins, accompagnement administratif, etc.), même envers des personnes en situation irrégulière, dès lors qu'il ne s'agit pas d'un trafic ou d'une atteinte à l'ordre public.

Cette reconnaissance constitutionnelle a des conséquences pratiques :

- **La fin du “délict de solidarité”** : auparavant, une personne pouvait être poursuivie pour avoir aidé un étranger sans papiers (par exemple en le transportant, en l'hébergeant). Désormais, si l'aide est désintéressée et humanitaire, elle est protégée par le principe de fraternité.
- **Le juge (pénal ou administratif) doit contrôler la proportionnalité** entre les lois répressives (par ex. lutte contre l'immigration clandestine) et ce principe constitutionnel.
- **Les associations, bénévoles ou citoyennes engagées disposent donc d'un bouclier juridique** lorsqu'ils apportent une aide humanitaire.



Et dans l'avenir :

La fraternité pourrait aussi servir à fonder de nouvelles protections juridiques liées à la solidarité :

- droit à l'accueil digne,
- lutte contre l'exclusion,
- droit de chacun à la protection de la communauté.

En France, le fait que la fraternité soit reconnue comme un droit signifie que l'État ne peut pas sanctionner l'aide désintéressée à autrui (même pour un étranger en situation irrégulière). Elle crée un espace de liberté et de protection pour les gestes solidaires.

MS

MIGRATIONS EN QUESTIONS



Le principe de fraternité

Le Conseil constitutionnel reconnaît la valeur constitutionnelle du principe de fraternité dans sa décision du 6 juillet 2018.

À l'occasion d'une QPC portant sur le délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier, souvent appelé « délit de solidarité » ou « délit d'hospitalité », le Conseil constitutionnel s'est prononcé pour la première fois sur la valeur constitutionnelle du principe de fraternité.

■ La QPC ayant permis la reconnaissance du principe de fraternité

La QPC renvoyée par la Cour de cassation portait sur deux articles du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile :

- L'article L. 622-1 qui, dans son alinéa 1^{er}, mentionne que le fait d'aider directement ou indirectement un étranger à entrer, circuler ou séjourner irrégulièrement en France est un délit puni de cinq ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.
- L'article L. 622-4 qui prévoit plusieurs cas d'exemption pénale en faveur des personnes mises en cause sur le fondement du délit prévu à l'article L. 622-1. Plus précisément, le 3° de l'article L. 622-4 permet une immunité pénale à toute personne physique ou morale ayant apporté une telle aide à un étranger lorsque cet acte « n'a donné lieu à aucune contrepartie directe ou indirecte et consistait à fournir des conseils juridiques ou des prestations de restauration, d'hébergement ou de soins médicaux destinées à assurer des conditions de vie dignes et décentes à l'étranger, ou bien toute autre aide visant à préserver la dignité ou l'intégrité physique de celui-ci ».

[Lire la suite](#)

« *Nos frères* » : ainsi Louis Aragon évoqua-t-il le souvenir de ces 23 étrangers résistants, fusillés par les nazis le 21 février 1944, dans son poème en mémoire du groupe Manouchian, « *Strophes pour se souvenir* ». « *Pourtant* », ajouta-t-il : image très forte de l'échec de l'« affiche rouge » avec ses photos d'hommes « *hirsutes et menaçants* », qui ne suscita pas la peur chez les passants, mais pour beaucoup un sentiment fraternel⁽¹⁾. La fraternité, ressentie et vécue comme lien d'humanité commune, qui rapproche et interpelle.

Inscrite dans la devise républicaine, elle serait difficile à mettre en œuvre pour certains juristes, qui préfèrent parler de solidarité. Ce qu'a contredit le Conseil constitutionnel le 6 juillet 2018 : « *La fraternité est un principe à valeur constitutionnelle. Il découle du principe de fraternité la liberté d'aider autrui, dans un but humanitaire, sans considération de la régularité de son séjour sur le territoire national* »⁽²⁾. Ainsi est proclamée la valeur de principe juridique de la fraternité, et lui est donnée la même place qu'aux deux autres éléments de la devise républicaine (Liberté, Égalité, Fraternité). Est également reconnue la supériorité de ce principe sur certaines restrictions légales.

[Lire la suite](#)

ESOTERISME ET FRATERNITE



Quel besoin d'ésotérisme en 2075 ?

todos tene
derec
a la PA

delaconvivenciaalapaz.blogspot

Milton ARRIETA-LÓPEZ :

La Paz: El Derecho
más Importante de la
Fraternidad

